

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2016

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société, des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

■ Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisé au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

■ Conventions et engagements autorisés depuis la clôture

Nous avons été avisés des conventions et engagements suivants, autorisés depuis la clôture de l'exercice écoulé, qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

1. Renouvellement d'engagements autorisés au bénéfice de M. Alexandre Ricard, Président-Directeur Général

Votre Conseil d'Administration, réuni le 31 août 2016, a autorisé le renouvellement des engagements pris en faveur de M. Alexandre Ricard en sa qualité de Président - Directeur Général de la société Pernod Ricard, sous réserve du renouvellement de son mandat de

Dirigeant Mandataire Social, ces engagements ayant déjà été approuvés par l'Assemblée Générale du 6 novembre 2015 :

1. Clause de non concurrence d'une durée d'un an, assortie d'une indemnité correspondant à 12 mois de rémunération (dernière rémunération annuelle fixe et variable décidée par le Conseil d'Administration).

Conformément au Code AFEP-MEDEF, une stipulation autorise le Conseil d'Administration à renoncer à la mise en œuvre de cette clause lors du départ du Dirigeant.

2. Clause de départ contraint soumise à conditions de performance, assortie d'une indemnité maximale correspondant à 12 mois de rémunération (dernière rémunération annuelle fixe et variable décidée par le Conseil d'Administration) :

a. L'indemnité liée à la Clause de départ contraint serait versée, sous réserve de la satisfaction de conditions de performance, en cas de départ contraint lié à un changement de contrôle ou de stratégie du Groupe. Conformément au Code AFEP-MEDEF, aucune indemnité ne sera versée dans le cadre d'un départ (i) pour non renouvellement de mandat, (ii) à l'initiative du dirigeant, (iii) s'il change de fonctions au sein du Groupe ou (iv) s'il peut faire valoir à brève échéance ses droits à la retraite.

b. L'indemnité liée à la Clause de départ contraint est soumise aux 3 critères de performance suivants :

- Critère n°1 - Taux de bonus annuels atteints sur la durée du ou des mandats : sera considéré comme satisfait si la moyenne des bonus perçus sur l'intégralité de la durée du ou des mandats n'est pas inférieure à 90 % de la rémunération variable cible ;
- Critère n°2 - Taux de croissance du Résultat Opérationnel Courant sur la durée du ou des mandats : sera considéré comme satisfait si la moyenne d'atteinte de la croissance du Résultat Opérationnel Courant annuel comparé au budget de chaque année sur la durée du ou des mandats est supérieure à 95 % (retraité des effets de change et de périmètre) ;
- Critère n°3 - Taux de croissance moyen du Chiffre d'Affaires sur la durée du ou des mandats : sera considéré comme satisfait si le taux de croissance moyen du Chiffre d'Affaires sur la durée du ou des mandats est supérieur ou égal à 3 % (retraité des effets de change et de périmètre).

c. Le montant de l'indemnité susceptible d'être perçue au titre de la Clause de départ contraint sera calculé selon le barème suivant :

- 1) si les 3 critères sont satisfaits : perception de 12 mois de rémunération ⁽¹⁾ ;
- 2) si 2 des 3 critères sont satisfaits : perception de 8 mois de rémunération ⁽¹⁾ ;
- 3) si 1 des 3 critères est satisfait : perception de 4 mois de rémunération ⁽¹⁾ ;
- 4) si aucun critère n'est satisfait : aucune indemnité ne sera perçue.

Conformément au Code AFEP-MEDEF, le montant maximal global d'indemnité au titre de la Clause de non concurrence (indemnité de 12 mois de rémunération ⁽¹⁾) et au titre de la Clause de départ contraint (indemnité maximale de 12 mois de rémunération ⁽¹⁾) (total des 2) ne pourra excéder 24 mois de rémunération ⁽¹⁾.

(1) Dernière rémunération annuelle fixe et variable, décidée par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration a considéré que ces engagements, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice clos le 30 juin 2016 et à la date du présent rapport, permettent, d'une part, de protéger la Société en cas de départ du Dirigeant Mandataire Social en restreignant sa liberté d'exercer des fonctions chez un concurrent (clause de non concurrence) et, d'autre part, de protéger le Dirigeant Mandataire Social en prévoyant le paiement d'une indemnité, sous conditions de performance, en cas de départ non volontaire (clause de départ contraint).

3. **Bénéfice des régimes collectifs de prévoyance et de frais de santé en vigueur au sein de la Société**, dans les mêmes conditions que celles applicables à la catégorie de salariés cadres à laquelle il est assimilé pour la fixation des avantages sociaux et autres éléments accessoires de sa rémunération.

Le Conseil d'Administration a considéré que le bénéfice de ces régimes constitue des éléments d'avantages sociaux octroyés dans le cadre de la politique globale de rémunération et d'avantages sociaux du Dirigeant Mandataire Social, ce dernier n'ayant plus de contrat de travail avec la Société en conformité avec le Code AFEP-MEDEF.

2. **Suppression du bénéfice du régime de retraite supplémentaire à prestations définies de M. Alexandre Ricard, Président-Directeur Général**

Votre Conseil d'Administration réuni le 31 août 2016, sur recommandation du Comité des Rémunérations, a décidé de supprimer le bénéfice du régime de retraite supplémentaire à prestations définies à compter du renouvellement du mandat de Dirigeant Mandataire Social de M. Alexandre Ricard, qui sera soumis au Conseil d'Administration devant se tenir à l'issue de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 juin 2016.

Cet engagement avait été approuvé par l'Assemblée Générale du 6 novembre 2015.

Votre Conseil d'Administration a considéré qu'il était dans l'intérêt de la société de mettre fin à cet engagement, face à la charge élevée du régime de retraite supplémentaire à prestations définies (article L. 137-11 du Code de la Sécurité sociale) et à sa perte d'efficacité.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale

■ **Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. **Contrat de crédit « € 2,500,000,000 Multicurrency Revolving Facility Agreement »**

Le Conseil d'Administration du 25 avril 2012 a autorisé la conclusion d'un contrat de crédit en langue anglaise intitulé « € 2,500,000,000 Multicurrency Revolving Facility Agreement » avec, notamment, BNP Paribas, J.P. Morgan Limited en qualité d'arrangeurs mandatés (*Mandated Lead Arrangers*) et teneurs de livres (*Bookrunners*), BNP Paribas et JP Morgan Chase Bank, N. A. en qualité de prêteurs initiaux (*Original Lenders*), aux termes duquel les prêteurs mettent à disposition de la Société, de Pernod Ricard Finance et des autres sociétés du Groupe parties à ce contrat, une ligne de crédit renouvelable d'un montant maximum en principal de 2 500 000 000 euros.

La Société s'est engagée à garantir, en tant que caution solidaire, sous certaines conditions, le respect des obligations de paiement des autres sociétés du Groupe emprunteuses.

Le contrat de crédit a été conclu en date du 25 avril 2012.

Le Conseil d'Administration du 23 octobre 2013 a autorisé la conclusion d'un avenant au contrat de crédit à l'effet, notamment, de diminuer la marge du contrat et d'étendre sa maturité.

Au 30 juin 2016, aucun montant n'est tiré par Pernod Ricard dans le cadre de ce contrat. Le montant de la commission de non utilisation du crédit syndiqué s'est élevé à 6 247 041 euros pour l'exercice clos le 30 juin 2016.

Dans le cadre de la garantie accordée par Pernod Ricard à certaines de ses filiales au titre du contrat de crédit, Pernod Ricard facture aux sociétés du Groupe utilisant leur droit de tirage une commission de garantie correspondant aux conditions de marché ; ce montant étant susceptible de varier en fonction des conditions de marché. Ainsi, dans les comptes arrêtés au 30 juin 2016, Pernod Ricard a facturé 358 127 euros à Pernod Ricard Finance.

Ce contrat de crédit permet à Pernod Ricard, Pernod Ricard Finance et au Groupe de disposer d'une ligne de crédit renouvelable multidevises pour leurs besoins de financement.

Mandataire social concerné : Monsieur Wolfgang Colberg est membre du Conseil Régional de Deutsche Bank AG (partie au contrat de crédit).

2. **Prêt par Pernod Ricard à Havana Club Holding (HCH) dans le cadre de la restructuration de HCH**

Dans le cadre de la restructuration financière de HCH, le Conseil d'Administration du 20 octobre 2010 a donné son autorisation pour que Pernod Ricard consente à HCH un prêt pour un montant maximum de 50 à 60 millions de dollars US. Un prêt d'un montant identique serait également consenti par les partenaires cubains à HCH.

Il est précisé que le montant final du prêt s'est élevé à 53 839 374 dollars US.

Les montants d'intérêts facturés par Pernod Ricard à HCH au titre de ce prêt se sont élevés à 7 047 947 dollars US, soit l'équivalent de 6 373 934 euros, pour l'exercice clos le 30 juin 2016.

Ce contrat de prêt permet à HCH de disposer des moyens nécessaires à ses besoins de financement.

Mandataire social concerné : M. Alexandre Ricard, également Administrateur de HCH.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 19 septembre 2016

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Isabelle SAPET

Erwan CANDAU

DELOITTE & ASSOCIES

David DUPONT-NOEL